

L'OBSERVATEUR,

JOURNAL CRITIQUE

J'observe tout; j'appuie le bon; je combats le mauvais, et je dis, en riant, à chacun la vérité.

VOL. II.

QUÉBEC JEUDI 29 DECEMBRE 1850

No. 37

LE JUGEMENT DU "TIMES".

Le "Times" de Londres, ce "Jupiter tonnant" de la presse anglaise, contenait, dernièrement, sur la situation actuelle des affaires canadiennes, un article qui produit déjà l'effet accoutumé : c'est-à-dire que les ministériels sont dans la consternation et que les honnêtes citoyens sentent augmenter leur courage et leur espérance. Car, il ne faut pas se le dissimuler, le "Times" est un journal qui puise sa force non pas dans la puissance d'un parti, mais qui repose uniquement sur l'opinion publique. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il change du jour au lendemain, car l'opinion publique est changeante. Néanmoins, bien que sujets à être renversés, les jugements du "Times" ont une influence extraordinaire.

Voici les principaux extraits de cet article qui fait le tour de la presse du pays :

.....
"Selon les anciens principes professés par la politique coloniale anglaise, la mère-patrie pouvait insister à garder le monopole du commerce du Canada, et à dépouiller celui-ci des immenses avantages d'un commerce lucratif avec les Etats-Unis. Bien loin de le faire, nous avons employé notre influence, et nous l'avons fait avec succès, pour obtenir de la grande Confédération américaine un traité de commerce plus favorable au Canada, un traité qui est une exception étonnante à la politique de protection suivie aux Etats-Unis d'Amérique. Avec un territoire fertile, avec une belle position géographique, avec d'immenses ressources intérieures, un tarif libéral et un puissant allié, en cas de besoin, les Provinces-Unies du Canada entrèrent, il y a 10 ans, dans la carrière aussi brillamment qu'aucun autre des domaines de la couronne d'Angleterre. L'usage qu'elles ont fait de ces avantages et la manière dont leur propres affaires ont été conduites ne sont malheureusement que trop notoires. Le gouvernement en Canada a cherché le moyen de s'assurer l'appui du Bas-Canada ou de la Province française et d'une minorité des résidents anglais du Haut-Canada, capable donner aux alliés une majorité puissante dans la Chambre-d'Assemblée. Jusqu'ici ce problème a été résolu avec succès; mais ce succès, si on peut lui donner ce nom, a été acheté au prix des expédients les plus mesquins

les plus corrompus et les plus ruineux. La semence de corruption est tombée sur un sol vierge et a levé avec une rapidité précoce. Les revenus perçus pour le service public ont servi à corrompre les serviteurs du peuple. Les charges ne sont à la portée que d'un petit nombre d'individus, mais le pillage public n'exige ni habilité, ni aptitude. Une foule d'entreprises locales du caractère le plus honteux ont été faites aux dépens des fonds prélevés sur le peuple dans un but d'administration et de police. Tant que l'argent public ne fait pas défaut, le gouvernement n'a pas de peine à trouver des soutiens, et ce n'est pas trop de dire que dans ce nouveau pays, le gouvernement s'est maintenu par un système de corruption tellement grossier qu'il n'a jamais eu de pareil au temps des Walpole et des Newcastle époque dont l'Angleterre au jour d'hui ne rappelle le souvenir qu'avec dégoût. Finalement, on a découvert que ce jeu odieux a été à peu près usé, que les ressources du pays ont été épuisées par une dette à l'avoir de laquelle apparaît bien peu de chose à la vérité, et aujourd'hui une augmentation du revenu ou une diminution dans les dépenses sont devenus absolument nécessaires.

"Nous ne pouvons regarder sans ressentiment l'état du Canada. Engagé dans une dépense énorme par un système scandaleux de corruption politique, et entraîné par cette énorme dépense dans une politique rétrograde et de protection, il a épuisé ses vastes ressources; il profite mal des circonstances favorables qui lui sont offertes, et il a l'absurdité de croire qu'une société peut s'enrichir par le pillage en détail de ses propres ressources. La déception qui fait la honte du socialisme, c'est de prétendre que les ressources de l'Etat sont illimitées, et que tout ce qu'un individu peut en obtenir l'enrichit sans appauvrir personne. Le système lui, tout mauvais qu'il était, avait en tout cas le mérite de rendre le gouvernement possible en quelque sorte. Il est maintenant accablé sous le poids de ses propres vices intrinsèques, et nous attendons avec anxiété l'acte prochain de ce drame. On chercherait en vain maintenant des moyens de corruption, et comment peut-on obtenir le gouvernement sans cela? Est-il possible de réveiller l'esprit public après un si long assoupissement; et si non, quel moyen pourrait on trouver pour remplacer l'argent qui a été gaspillé, et les

les principes publics qui ont été méprisés?"

APPEL AUX HONNETES GENS.

Quand un citoyen demande à représenter ses compatriotes en parlement, dans le Conseil-de-Ville, ou dans tout autre corps public, on doit, nécessairement, lui supposer un motif ou un intérêt qui le porte à désirer cet honneur. Soit qu'il veuille se sacrifier pour le bien public, ce qui arrive très rarement, soit qu'il vise à faire ou à augmenter sa fortune aux dépens de ceux qui l'élisent, ce qui est presque toujours le cas, l'homme qui brigue les suffrages de ses concitoyens offre toujours, ou l'expérience, ou la richesse ou le talent comme preuve de sa qualification à les représenter.

Cependant il faut l'avouer : fut-il un Mentor ou l'un des sept sages de la Grèce, s'il ne peut faire reluire un sac d'écus aux yeux de ses auditeurs, le vieillard n'est guère écouté en Canada. Après avoir en partie corrompu ou abruti la jeunesse comment veut-on que les vieux citoyens soient respectés?

Voilà pour l'expérience.

Le talent est encore moins considéré. L'intelligence épouvante tellement, en Canada, les esprits obtus ou égoïstes qui, par malheur, ont, maintenant, "la bouille en main" que les "villains" d'aujourd'hui doivent, pour arriver au poste dont ils sont dignes, être ou paraître aussi ignorants que les nobles d'autrefois. En d'autres termes : la lumière est mise sous le boisseau et les étourdis sont placés au-dessus de la tête des masses!

Mais qu'un scélérat ou un imbécile, jeune ou vieux, qu'il traine un sabre de bois ou qu'il fasse du ciment, qu'il soit ministre-parjure ou maire méprisable, s'impose aux citoyens, s'il a le concours de la corruption et de la fraude, il sera élu. On en est rendu au point que si un mortier promettait d'être ministériel, il aurait l'appui du ministère, et que s'il jurait de suivre Sir Hector, il serait le toutou du maire actuel.

Nous en avons eu, déjà, beaucoup d'exemples.

Or quand un honnête et patriotique citoyen voit l'avenir de son pays entre les mains d'une telle engance qui se ramue, rampe et gravis jusqu'au sommet de l'échelle pour de là répandre parmi le peuple la corruption et la fraude dont le contract efface du cœur toute vertu; l'i-